

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 10 octobre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 1 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0219

Relative à la prolongation de la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEAL dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zamimou AHAMADI donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :

Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le décret n°2010-1582 du 17/12/2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements d'outre-mer, à Mayotte et à Saint Pierre et Miquelon ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 1er juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n° DL_AP 2024_0049 relative à la prolongation de la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales ;

Considérant le rapport n°2024-02259 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission aménagement du territoire, infrastructures et foncier du 7 octobre 2024 ;

Considérant que la ventilation du fond de concours, telle que présentée dans l'article 4 de la convention de partenariat entre la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sur la fixation de la participation financière du département à la mise à disposition d'une partie des services de la DEAL au département, doit faire l'objet d'une révision annuelle ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'ajuster la participation financière du Conseil départemental pour l'année 2023 en application de l'article 4.1 de la convention ;

Article 2 : d'actualiser l'annexe 2 de la convention, cadre de référence en terme de ressources humaines dédiées à l'exercice opérationnel de la compétence routes départementales ;

Article 3 : l'article 4.1 de la convention est modifié comme suit :
La participation financière du Conseil départemental, aux moyens de fonctionnement et d'équipement des parties des services mis à sa disposition par la DEAL, est fixée à **411 650 €** pour l'année 2023.

Son versement est opéré conformément aux dispositions de l'article 5-b de la convention.

La participation est calculée sur la base du montant fixé sur l'année N-1 en fonction de la pondération des effectifs de l'année N. Les effectifs pris en compte sont de 127.84 agents pour l'année 2023.

Pour mémoire, la participation financière de 2021 a été fixée à **464 407 €** pour 144.2 agents dans l'avenant n°2 à la convention.

Son versement est opéré dès la signature de présent avenant ;

Article 4 : les services et moyens dont la mise à disposition est prévue aux articles 2 et 3 de la convention restent inchangés.

Les autres articles restent inchangés ;

Article 5 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette délibération ;

Article 6 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI





**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Envoyé en préfecture le 13/11/2024
Reçu en préfecture le 13/11/2024
Publié le
ID : 976-229850003-20241113-DL1010240219-DE



CONTRAT DÉPARTEMENTAL DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE 2024

Entre l'État, représenté par François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte, et désigné ci-après par les termes « le préfet », et le directeur général de l'Agence régionale de santé de Mayotte, désigné ci-après par les termes « l'ARS », d'une part,

Et le conseil départemental de Mayotte, représenté par Ben Issa OUSSENI, président du conseil départemental, et désigné ci-après par les termes « le Département », d'autre part,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 221-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 2111-1 et suivants ;

Vu la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu la loi du n°2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;

Vu le contrat départemental pour la prévention et la protection de l'enfance signé le 22 août 2022 entre le préfet, l'ARS et le Département de Mayotte ;

Vu la délibération N°..... du conseil départemental de Mayotte en date du, autorisant le président du conseil départemental à signer la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022 est la concrétisation de la concertation menée par le Secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance entre avril et juin 2019 en lien étroit avec l'Assemblée des départements de France (ADF) et qui a associé l'ensemble des acteurs du secteur. Elle part du constat que les inégalités sociales et de santé au sein de la population française perdurent voire ont pu se creuser, et ce dès la petite enfance. Les réponses aux besoins des enfants et de leurs familles restent trop tardives et insuffisamment coordonnées.

L'accès de tous les enfants à la prévention en santé, le repérage des signaux faibles, la transmission et l'évaluation des informations préoccupantes, ainsi que les délais de mise en œuvre des mesures doivent également être améliorés pour mieux protéger les enfants en danger ou en risque de danger.

Politique décentralisée depuis 1983, la protection de l'enfance met en relation étroite les conseils départementaux, un fort secteur associatif, ainsi que les services nationaux et territoriaux de l'État, qui conservent des responsabilités essentielles en termes d'accès aux politiques de droit commun (santé, éducation, culture...) et de respects des droits. Les tentatives récentes pour relancer une politique volontariste de protection de l'enfance, dans la continuité de la loi du 14 mars 2016, ont permis de réaliser des progrès importants pour mieux prendre en compte les besoins fondamentaux des enfants, dans une logique de parcours cohérents et coordonnés. Plusieurs indicateurs mettent néanmoins en évidence des disparités territoriales marquées, qui ne permettent pas toujours de garantir les mêmes chances et les mêmes droits à tous les enfants.

La protection maternelle et infantile (PMI) quant à elle est une politique de prévention sanitaire et médico-sociale, compétence partagée de l'État, de l'Assurance maladie et des collectivités territoriales. Sa mise en œuvre sur le terrain repose largement sur les missions confiées aux services départementaux de PMI sous l'autorité du président du conseil départemental. Les recommandations du rapport de Mme Michèle Peyron, députée, ont souligné le nécessaire recentrage des missions de la PMI sur le champ de la prévention. Visant à assurer à tous les enfants un accès équitable à la prévention en santé, la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022 s'inscrit dans la continuité du Plan priorité prévention qui a fait des 1000 premiers jours un axe phare de la politique de santé.

La Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le président de la République, notamment pour son engagement concernant la prévention des sorties sans solution de l'aide sociale à l'enfance. Elle est également complémentaire du Plan de lutte contre les violences faites aux enfants annoncé le 20 novembre 2019, notamment pour les mesures visant à améliorer le travail en réseau des professionnels et à renforcer les cellules de recueil des informations préoccupantes.

La présente convention vise à définir des priorités conjointes de l'État et du Département s'inscrivant dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance. Ces priorités sont déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Par le présent contrat, le préfet, le directeur de l'ARS et le président du conseil départemental prennent des engagements réciproques s'inscrivant dans la continuité de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022. Ces engagements réciproques se traduisent par la définition d'objectifs communs assortis d'indicateurs mesurables, et la mise en œuvre d'actions permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Dans ce cadre, le Département mettra en œuvre des actions nouvelles ou renforcera des actions existantes, en association étroite avec les services de l'État, de l'ARS, leurs partenaires et les représentants des personnes concernées.

Ce contrat fixe également les engagements de l'État et du Département sur le plan financier.

Il définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DU DÉPARTEMENT ET DE L'ÉTAT

Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements tant du Département que de l'État.

Les engagements sont définis conjointement par le préfet, le directeur de l'ARS et le président du conseil départemental dans le cadre d'un dialogue avec les autres collectivités locales (notamment

les communes et leurs centres communaux d'action sociale), la Mayotte, les partenaires associatifs et les représentants des personnes concernées. Dans cette perspective, le Département s'engage à présenter la présente convention à l'observatoire départemental de la protection de l'enfance. Le contrat signé par les parties est mis en ligne sur le site du ministère chargé de la protection de l'enfance et du ministère chargé de la santé.

2.1. Les engagements concourant à la mise en œuvre de la stratégie

Le préfet, le directeur de l'ARS et le président du conseil départemental s'accordent sur des objectifs correspondants aux engagements de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance.

L'ensemble de ces objectifs sont assortis d'indicateurs de résultat et de cibles chiffrées. Ils sont décrits dans le tableau récapitulatif des actions et les fiches actions en annexe, lesquelles font partie intégrante du présent contrat.

Le préfet, le directeur de l'ARS et le président du conseil départemental s'engagent à réaliser des actions concourant à la réalisation de ces objectifs. Ces actions sont listées dans le tableau récapitulatif des actions et des fiches actions également en annexe, lesquelles font partie intégrante du présent contrat.

2.2. Les engagements financiers de l'État et du Département

2.2.1. Financement par l'État

L'État apporte son soutien financier au Département dans le cadre du présent contrat, pour la réalisation des actions listées dans le plan d'action. Au titre de l'année 2024, ce soutien s'élève à un montant prévisionnel de 2 586 000 €, dont :

- 1,7 M € au titre de la loi de finances (programme 304)
- 786 000 € au titre du fonds d'intervention régional (FIR) versés au Département pour la mise en œuvre des actions prévues au présent contrat et relevant de sa compétence ;
- 100 000 € au titre de l'Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) médico-social versés aux établissements et services médico-sociaux qui concourent à l'accompagnement au titre du handicap des publics de l'aide sociale à l'enfance, et auxquels l'ARS confie la mise en œuvre des actions prévues au présent contrat relevant de leur champ de compétences.

L'État notifie les moyens financiers définitifs alloués au Département en loi de finances pour 2024, des crédits votés en loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 et du nombre de départements signataires d'un contrat départemental pour la prévention et la protection de l'enfance en 2024.

2.2.2. Financements par le Département

Le Département s'engage à ne pas diminuer les moyens financiers qu'il consacre en propre à l'aide sociale à l'enfance et à la protection maternelle et infantile par rapport à l'année de référence 2024 et pour toute la durée du contrat.

Il s'engage également à consacrer à chaque objectif objet du présent contrat des financements au moins équivalents dans leur montant à ceux qui lui sont versés par l'État à ce titre. Ces financements peuvent consister en la valorisation de moyens existants. Ils sont décrits dans le plan d'action et dans les fiches actions correspondantes.

ARTICLE 3 – SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT

Le suivi et l'évaluation de l'exécution du présent contrat sont effectués de façon conjointe par le Département et l'État, selon une périodicité annuelle. Toutefois, les indicateurs relatifs aux visites à domicile réalisées par la Protection Maternelle et Infantile (PMI) feront l'objet de remontées semestrielles. Les modalités de pilotage au niveau départemental sont définies par le Département, le préfet et l'ARS.

Le Département est chargé de préparer un projet de rapport annuel d'exécution du présent contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance. Ce projet contient un bilan financier des actions mises en œuvre et décrit les résultats obtenus ainsi que l'atteinte des objectifs fixés en s'appuyant sur le tableau de bord annexé au présent contrat. Il contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par le département et ses partenaires sur le territoire.

Ce projet de rapport est proposé au préfet et au directeur de l'ARS, puis présenté pour avis à l'observatoire départemental de la protection de l'enfance, avant d'être arrêté conjointement. Il fait l'objet d'une délibération départementale, transmise au Préfet et au directeur de l'ARS au plus tard le 30 septembre de l'année suivant l'exercice concerné. Il est mis en ligne sur le site du ministère chargé de la protection de l'enfance et du ministère chargé de la santé.

ARTICLE 4 – LES MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS

La contribution de l'État fera l'objet de deux versements annuels au Département, l'une au titre de la loi de finances (programme 304) et l'autre au titre du FIR.

Les montants correspondants seront crédités sur le compte du Département de Mayotte :

Dénomination sociale : Banque de France

Code établissement : 30001

Code guichet : 00064

Numéro de compte : 4J030000000

Clé RIB : 24

IBAN : FR88 3000 1000 644J 0300 0000 024

BIC : BDFEFRPPCCT

Au titre de la loi de finances (programme 304) :

- l'ordonnateur de la dépense est le préfet de Mayotte ;
- le comptable assignataire de la dépense est le Directeur Régional des Finances Publiques.

La dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 17 « Protection et accompagnement des enfants, des jeunes et des familles vulnérables », sous action « Stratégie de prévention et de protection de l'enfance », activité 030450171901.

Les crédits versés au titre du programme 304 pourront faire l'objet d'une fongibilité entre les actions prévues par le présent contrat au sein de cette enveloppe, sous réserve d'une information préalable du Préfet. Ces modifications seront inscrites au contrat lors de l'adoption de l'avenant financier annuel mentionné à l'article 4 du contrat initial.

Au titre du FIR :

- l'ordonnateur de la dépense est le directeur général de l'ARS de Mayotte ;
- le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'ARS de Mayotte.

Les crédits versés au titre du FIR pourront faire l'objet d'une fongibilité par le contrat au sein de cette enveloppe, sous réserve d'une information préalable de l'ARS. Ces modifications seront inscrites au contrat lors de l'adoption de l'avenant financier annuel mentionné à l'article 5.

ARTICLE 5 – DURÉE DU CONTRAT ET RENOUVELLEMENT

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature. Il prend fin au plus tard le 31 décembre 2024.

En tant que de besoin il peut faire l'objet d'un avenant annuel en cours d'année sur les montants financiers alloués et le cas échéant sur les engagements respectifs de l'ÉTAT et du Département.

ARTICLE 6 – DENONCIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux deux autres parties au plus tard le 31 décembre de l'année de la signature du contrat. Le Département reste soumis aux obligations résultant de l'article 3 de la présente convention, en particulier la transmission d'un rapport portant sur l'exécution du contrat.

ARTICLE 7 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution du présent contrat est du ressort du tribunal administratif de Mayotte après la recherche d'une résolution amiable.

Fait à MAMOUDZOU, le

Le président du conseil
départemental de Mayotte

Le préfet de Mayotte

Le directeur général de
l'agence régionale de
santé de Mayotte

Le contrôleur budgétaire en région

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240219-DE



ANNEXE 1 : Plan d'actions 2024

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20241113-DL1010240219-DE

Annexe 2 : les fiches actions détaillées

N°FICHE ACTION	INTITULE FICHE	DETAIL DES MOYENS A MOBILISER	Investissement/ Fonctionnement	REFERENT	MONTANT GLOBAL DE L'ACTION 2024	ONDAM	FIR	DGCS	CD	MONTANT INCLUS DANS LA SNPPE
4.1	Aller vers les populations vulnérables grâce à des consultations itinérantes au plus près de la population dans des camions équipés	Mise en place des bilans de santé en école maternelle par les infirmiers formés en 2023_2024 / 2024-2025) Recrutement de 2 ETP infirmiers et 2 ETP Agent médico-administratif	F	DPMIPS	407 400,00 €		407 400,00 €			407 400,00 €
		Création de 2 centres de planification et éducation familiale (CPEF) sur le département : CCF, sage-femme, psychologue, médiateur-traducteur, éducateur en santé, TSF	F		378 600,00 €		378 600,00 €			378 600,00 €
6.2	Organiser le parcours de soins de tous les mineur(e)s placé(e)s par un suivi à domicile et renforcer la pluridisciplinarité de la Cellule CRIP	Maintien de la cellule santé pour assurer notamment le suivi des enfants prises en charge par la DPE (2024) : 1 EPT pédiatre ¼ ETP cadre de santé 2 ETP infirmiers puériculteurs ¼ ETP sage-femme 1 secrétaire	F	DPMIPS/DPE	470 757,00 €				470 757,00 €	470 757,00 €
		Prise en charge des jeunes en situation de polyhandicap relevant de l'ASE. Une enveloppe de 100 000€ est versée à l'ALEPPA en 2022 et 2023. Reconduction 2024.	F		100 000,00 €	100 000,00 €				100 000,00 €
9.1	Suivi médical des enfants protégés en situation de handicap	Expérimentation : Travail partenarial autour de l'association habilitée pour l'accueil de jour des jeunes en situation de handicap pris en charge par l'ASE, afin de mettre en place un parcours de soins pour ces jeunes (Financement exceptionnel pour 2024-2025)	F	DPE/PMI	0,00 €	0,00 €			0,00 €	0,00 €
		3 ETP Educateurs Jeunes Enfants affectés aux LAEP (Renouvellement en 2024)	F		75 000,00 €		0,00 €		75 000,00 €	75 000,00 €
14.2	Action en faveur de la parentalité responsable : création de 5 Lieux d'Accueil Parents Enfants (LAEP)	Mise en place d'un LAEP Mobile	F	DSPMI	226 500,00 €		0,00 €		226 500,00 €	226 500,00 €
18.1	Stabilisation des places d'accueil en fratrie	Pour 2022 : 314 enfants pour 215 fratries en famille d'accueil, soit (314*60*365) / A partir de 2023, 30 places en plus mais en établissement : (30*212,18*365) A reconduire en 2024	F	DPE	6 876 600,00 €			900 000,00 €	255 180,00 €	1 155 180,00 €
25.1	Accompagnement socio-éducatif des mineurs en isolement familial - Dispositif DAMNA	Accompagnement socio-éducatif en milieu ouvert par l'association Miez Maoré, habilitée suite à AAP, de mineurs non accompagnés pris en charge par des familles recueillantes (la famille élargie) non détentrices de l'autorité parentale. 576 562,50 € (10,25*450*253) : Tarif annuel pour l'accompagnement et le suivi des MINA auprès des familles recueillantes.(Renouvellement 2024)	F	DPE	576 563,00 €			200 000,00 €	376 563,00 €	576 563,00 €

N°FICHE ACTION	INTITULE FICHE	DETAIL DES MOYENS A MOBILISER	Investissement/ Fonctionnement	REFERENT	MONTANT GLOBAL DE L'ACTION 2024	ONDAM	FIR	DGCS	CD	MONTANT INCLUS DANS LA SNPPE
25.2	Parcours de préparation au titre professionnel de maçon pour des jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, et dits « sans solutions »	Il s'agit de permettre à des jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, âgé entre 14 à 20 ans, et "sans solutions", de suivre un parcours d'initiation et de préparation à l'obtention du Titre Professionnel de MACON. Parmi les frais notables de l'opération, modules de remise à niveau, les frais de repas, de déplacement et de gratification des stagiaires ; également, frais d'éducateurs surveillants, du matériel, de l'investissement... 50 jeunes en 2024.	F	DPE	1 600 000,00 €			550 000,00 €	1 050 000,00 €	1 600 000,00 €
27.1	Renforcer la prévention contre la prostitution des mineurs	Mise en place de groupes d'analyses des pratiques professionnelles pour les professionnels accompagnant les mineurs et jeunes majeurs inscrits dans un parcours de prostitution mise en place d'une formation " animation d'atelier sur la prévention de la prostitution auprès des mineurs" (Poursuites : Après Formation sensibilisation éclairage, accompagnement psycho-thérapeutique et suivi des jeunes repérés, mise en place de GAP, réalisation d'un diagnostic en 2024)	F	DPE	50 000,00 €			50 000,00 €		50 000,00 €
					2 024,00 €					
TOTAUX					MONTANT GLOBAL DE L'ACTION 2024	ONDAM	FIR	DGCS	CD	TOTAL
					10 893 420,00 €	100 000,00 €	786 000,00 €	1 700 000,00 €	2 586 000,00 €	5 172 000,00 €

Avenant n°6 à la CONVENTION

**Entre le PREFET et le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
MAYOTTE**

**Relative à la mise à la disposition des services de la Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement au Département de Mayotte**

Vu la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu la loi ordinaire n°2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales

Vu la convention de partenariat entre le Préfet et le Président du Conseil Départemental relative à la mise à disposition d'une partie des services de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 juillet 2018 ;

Vu le décret 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° 2018.00200 en date du 17 octobre 2018 relative à la convention de partenariat entre le Préfet et le Président du Conseil départemental de Mayotte du 08 juillet 2018.

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° 2018.00279 en date du 11 décembre 2018 relative à la mise à disposition d'une partie des services de la DEAL dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes.

ENTRE

L'État - représenté par Monsieur François Xavier BIEUVILLE, Préfet de Mayotte ;

ET

Le Département de Mayotte, représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental de Mayotte.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

La ventilation du fond de concours, telle que présentée dans l'article 4 de la convention de partenariat entre la direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sur la

fixation de la participation financière du département à la mise à disposition des services de la DEAL au département, doit faire l'objet d'une révision

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- d'ajuster la participation financière du Conseil départemental pour l'année 2023 en application de l'article 4.1 de la convention.
- d'actualiser l'annexe 2 de la convention, cadre de référence en terme de ressources humaines dédiées à l'exercice opérationnel de la compétence routes départementales.

ARTICLE 2: PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

L'article 4.1 de la convention est modifié comme suit :

La participation financière du Conseil départemental, aux moyens de fonctionnement et d'équipement des parties des services mis à sa disposition par la DEAL, est fixée à 411 650 € pour l'année 2023.

Son versement est opéré conformément aux dispositions de l'article 5-b de la convention.

La participation est calculée sur la base du montant fixé sur l'année N-1 en fonction de la pondération des effectifs de l'année N. Les effectifs pris en compte sont de 127.84 agents pour l'année 2023.

Pour mémoire, la participation financière de 2021 avait été fixée à 464 407 € pour 144.2 agents dans l'avenant n°2 à la convention.

Son versement est opéré dès la signature de présent avenant.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

Les services et moyens dont la mise à disposition est prévue aux articles 2 et 3 de la convention restent inchangés.

Les autres articles restent inchangés.

Fait à MAMOUDZOU, le

Le Préfet de Mayotte

Le Président du Conseil Général



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240219-DE

S²LO

MINISTÈRE DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Mayotte

Mamoudzou, le

13 JUL. 2018

Note

à

Monsieur le préfet de Mayotte

Objet : Convention Conseil Départemental / Etat

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour visa, la convention Conseil Départemental / Etat relative à la mise à disposition de la DEAL pour l'exercice de la compétence "Routes Départementales de Mayotte".

Cette convention, valable jusqu'au 31/12/2021 ne comporte pas d'évolution notable par rapport à l'actuelle convention qui s'achève le 13 juillet 2018.

le directeur,

Le Directeur Adjoint de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Stéphane LE GOASTER

Horaires d'ouverture : 8h00-12h00 / 14h00-17h00

Tél. : 02 69 61 12 54 – fax : 02 69 61 07 11

BP 109 Terre plein de M'tsapéré
97 600 mamoudzou

CONVENTION
ENTRE LE PRÉFET ET LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE
RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION DES SERVICES DE LA DIRECTION DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE MAYOTTE POUR
L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE « ROUTES DÉPARTEMENTALES DE MAYOTTE »

Vu la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;

Vu la loi 2003-660 du 22 juillet 2003 relative à Mayotte ;

Vu la loi 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales

Vu la convention cadre de mise à disposition d'activité entre le Préfet et le Président du Conseil Général du 14 mars 2011 ;

Vu le décret n°2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte en date du

21 JUIN 2018

ENTRE

L'ÉTAT - représenté par Monsieur Dominique SORAIN, Préfet de Mayotte ;

ET

Le Département de Mayotte, représenté par Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le transfert de l'exécutif de la collectivité départementale est effectif depuis le 2 avril 2004 en application de l'article 2 de la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001.

Sur la période 2005-2018, quatre conventions d'activité ont régi les modalités de le compte de la Collectivité départementale, puis du Département, des services de l'Etat au titre de l'exercice de la compétence routes départementales.

L'arrivée à échéance au 13 juillet 2018 de cette convention impose aujourd'hui de redéfinir un cadre juridique et financier en matière d'entretien, d'exploitation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur les routes départementales, afin d'assurer l'exercice de la compétence et la continuité du service public dès le 14 juillet 2018.

Parallèlement, le transfert de la voirie nationale au département est envisagée à Mayotte dans un délai qui reste à définir (par ordonnance), l'horizon 2021 étant à ce jour un terme à la fois évoqué et réaliste compte tenu des travaux préparatoires.

La perspective à moyen terme d'une reprise de l'ensemble des services assurant les missions d'entretien, d'exploitation et de développement des réseaux routiers départemental et national de la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (ci-après dénommée DEAL) par le Conseil Départemental nécessite donc dès à présent une réflexion approfondie relative à la gestion de l'ensemble du réseau routier de Mayotte.

La présente convention poursuit ainsi deux objectifs :

- Refonder les principes de mise à disposition des services de la DEAL au titre des routes départementales.
- Poser et organiser dès à présent un cadre d'intervention et de suivi qui permettra d'anticiper le transfert intégral de la compétence routes au Conseil Départemental.

Article 1er

Objet de la convention

La présente convention, d'une durée de trois ans éventuellement prorogeable, définit les modalités d'intervention pour le compte du Département de Mayotte des services de l'Etat mis à sa disposition au titre de la compétence routes départementales.

Compte tenu du contexte et des enjeux évoqués en préambule, cette nouvelle convention d'activité repose sur cinq principes majeurs dont elle pose le cadre:

- 1- La définition des objectifs : s'entend ici la définition précise des niveaux de service à atteindre pour chaque prestation dont l'ensemble est précisé au travers de l'annexe 1.
- 2- La définition des besoins en moyens humains et techniques au regard des objectifs (annexe 2)
- 3- La mise en œuvre d'indicateurs de résultats permettant à la fois un suivi régulier et à terme des prestations et les ajustements éventuels des objectifs et des moyens.
- 4- La définition des outils de pilotage (notamment de fiches prestations et un plan pluriannuel des investissements(annexes 7 et 8)), des procédures de gouvernance de la présente convention ainsi que des moyens permettant d'assurer la mise en œuvre de ces dernières(annexe 9).
- 5- L'anticipation du transfert intégral de la compétence routière au conseil départemental, par l'utilisation conjointe de ces outils sur les deux réseaux routiers dans le cadre d'une réflexion concertée entre le Conseil Départemental et la DEAL.

Article 2

Services mis à disposition par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL)

Au sein de la DEAL, le service Infrastructures, Sécurité et Transports, piloté par le Chef de service et son adjoint ainsi que le secrétariat du service est, plus spécifiquement par l'intermédiaire de son pôle chargé de l'entretien, de l'exploitation et du développement des réseaux routiers départemental et national, à même d'assurer les missions routes pour le compte du Département sur le réseau départemental.

Par ailleurs, les services support de la DEAL sont mis à contribution dans le cadre de la présente convention.

L'annexe 2 de la convention établit une description détaillée des ressources humaines mises à disposition du Département par la DEAL pour l'exercice des prestations définies.

Cette annexe, réactualisée chaque année par voie d'avenant, intègre deux champs distincts :

1. Les personnels administratifs et techniques mis à disposition directe pour l'exercice des prestations relevant des compétences départementales :

- Un organigramme général des services avec nombre d'ETP par macro-grade au 31 décembre de chaque année,
- Une liste nominative, exhaustive et réactualisée des agents, indiquant pour chacun : catégorie, fonction, grade, date de naissance, poste occupé et description du poste ainsi que toute indication permettant d'apprécier l'évolution progressive en termes de qualification.

La quotité de travail des agents de la subdivision territoriale sur le réseau départemental fait l'objet d'un recueil quotidien. Par extrapolation, cette quotité de travail sera celle retenue pour l'ensemble des agents mis à disposition (notamment pour le calcul du fonds de concours défini à l'article 4).

2. Les personnels mis à disposition au titre des fonctions supports :

- Description précise du périmètre des fonctions supports et des Equivalents Temps Pleins (ETP) associés : secrétariat général, gestion des ressources humaines, gestion comptable et financière, services et moyens généraux et d'entretien, etc.
- Pour chaque catégorie de fonction support, une clef de ventilation est définie de manière à attribuer une quote-part de ces ETP à la gestion de la compétence départementale.

La situation ainsi déterminée au 31/12/2017 au travers de l'annexe 2 constitue la « situation de référence ». Validée par les deux parties, elle constitue un cadre de référence en termes de ressources humaines dédiées à l'exercice opérationnel de la compétence routes départementales.

Chaque année, l'actualisation du cadre de référence des moyens humains, impliquera une réflexion entre les deux parties relatives à l'adaptation générale des effectifs et des compétences aux besoins et aux niveaux de services attendus par prestation (voir article 6, relatif à la détermination du niveau de service).

Pour la durée de la présente convention, le personnel ainsi défini dans l'annexe 2 est mis à disposition par la DEAL au Département à titre gracieux.

Enfin, la DEAL s'engage, dans la limite des moyens humains et financiers, à ce que les services mis à disposition soient dirigés et organisés de façon à assurer à tout moment le respect des clauses de la convention tant en ce qui concerne l'exécution des prestations que les garanties d'exécutions suivantes : respect de la réglementation, des normes, des règlements de sécurité, règles de l'art et des délais.

Article 3

Moyens du conseil départemental mis à disposition de la DEAL

Pour l'exercice des prestations définies à la présente convention, le Conseil départemental met à disposition de la DEAL à titre gracieux un ensemble de moyens immobiliers et mobiliers.

La liste précise de ces moyens est détaillée aux termes de l'annexe 3.

Réactualisée chaque année, elle intègre aussi, le cas échéant et à titre informatif, le descriptif des moyens propriétés de l'État que ce dernier utilise tant dans le cadre de l'exercice de la compétence départementale que de la gestion et de l'entretien du réseau routier national.

Compte tenu de la mutualisation de l'ensemble de ces moyens au service de la gestion et de l'entretien des routes nationales ou départementales, une quote-part d'utilisation définie d'un commun accord par convention et selon la nature des biens sera détaillée le cas échéant à l'annexe 3.

La liste ainsi définie fait l'objet d'un suivi et d'une actualisation régulière au travers d'un document commun à la DEAL et au Département (annexe 3). Sur proposition de la DEAL, le Département valide chaque année un plan de renouvellement (investissement et fonctionnement) en relation avec le niveau de service et la stratégie d'intervention posés pour chaque prestation.

L'annexe 3 détaille ainsi notamment :

- Les véhicules, engins et poids lourds et les informations relatives : date d'acquisition, valeur brute d'achat, valeur nette comptable au 31/12 de l'année, état, kilométrage.
- Le gros matériel technique et mobilier : son lieu d'affectation (Subdivision, parc, laboratoire, atelier de menuiserie, atelier de soudure, atelier de mécanique, ...) et autres informations disponibles (date d'achat, état, etc.) ;
- L'immobilier (Etat et Département).

Article 4

Dispositions financières

Est défini ci-après le cadre de l'ensemble des flux financiers au titre des prestations visées à la présente convention, à savoir :

1. Le versement d'un fonds de concours à la DEAL en compensation des charges supportées par elle au titre des différentes fonctions supports.
2. La compensation versée à la DEAL au titre des heures supplémentaires et astreintes pour raison de service au titre de la compétence départementale.
3. Les dépenses directement supportées par le Département.
4. Les spécificités relatives au barème de facturation du Parc de l'équipement.

1. Modalités de participation du Département par fonds de concours

Rappel : Depuis 2004, le Département verse une participation financière quote-part de ses charges courantes de fonctionnement et d'équipement. Le périmètre et sa valorisation ont été évalués sur la base des dépenses constatées au titre :

- des dépenses nécessaires au fonctionnement du service en matière de formation, frais de déplacement, équipements de protection individuel, véhicules de liaison et autres moyens d'administration générale (impôts, entretien des locaux, matériel de bureau, matériaux et matériels divers, logiciels, reprographie, frais de téléphonie et d'accès au réseau, consommation d'électricité, eau, ...).
- des contrôles réglementaires des biens mobiliers et immobiliers ainsi que les mises en conformité sauf dans le cas où ces dépenses conduiraient à une augmentation de la valeur d'actif ou augmentation de la durée globale d'immobilisation.

Le présent alinéa renouvelle le principe de participation du Département à la DEAL par voie de fonds de concours de fonctionnement et en détermine les modalités de calculs, de versement et d'actualisation.

La participation annuelle du Département est calculée sur la base d'une évaluation des charges de structures supportées par la DEAL au titre de l'exercice des activités départementales qui lui sont dévolues par la présente convention.

L'évaluation de ces dépenses, détaillée et actualisée chaque année, se décompose en trois temps :

- 1- Une définition précise du périmètre associé à la notion de « charges de structures », hors personnel, tant en termes de dépenses de fonctionnement que d'équipement.
- 2- Pour chacun des champs ainsi défini, la production des éléments financiers au titre de l'exercice N-1 par nature de charge (niveau de précision à déterminer).
- 3- Pour chacun des champs défini et financièrement évalué, la détermination et l'application d'une clef de ventilation permettant l'affectation rationnelle d'une quote-part au titre de la compétence départementale (cf article 2).

Le versement de ce fonds de concours est opéré en deux temps selon les modalités suivantes :

- Un premier versement à hauteur de 70% du montant N-1 des dépenses réelles à date du 15/04 de l'année en cours.
- Le versement du solde à date du 1^{er}/09 de l'exercice déterminé sur la base du projet d'avenant soumis par la DEAL avant le 01/08 de l'année et dont la validation par le Conseil Départemental en conditionne le versement. Chaque avenant à la convention, est complété et amendé pour prendre en compte l'évolution des moyens nécessaires à l'exécution de la commande du Département.

Le bilan annuel de l'activité de la DEAL sur le réseau routier départemental sera fournie au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

1. Astreintes et heures supplémentaires.

Le Département rembourse intégralement à la DEAL la charge des astreintes, heures supplémentaires et indemnités liées à l'organisation du travail au titre exclusif des activités relevant de sa compétence et déterminées dans la présente convention.

Les délais de versement de cette compensation sont adossés aux modalités du concours.

Le versement du solde est conditionné par la production d'un état détaillé par la DEAL avant le 31/10 de l'année en cours, permettant au Département de valider le fondement des versements appelés.

2. Dépenses directement supportées par le Département

Pour rappel, le Département supporte directement sur son budget, l'ensemble des charges de fonctionnement et d'investissement liées à l'exercice de ses compétences.

La présente convention confie à la DEAL la capacité de proposer au Département les dépenses à engager dans la limite des crédits budgétaires de chaque exercice, ainsi qu'en fonction du niveau de service déterminé conformément à l'article 6 de la présente convention.

L'annexe 4 établit la fiche procédure du circuit de ces dépenses (validation, informations relatives à chaque dépense, etc).

Parallèlement, les services du Conseil départemental et de la DEAL mettront en place un suivi analytique de manière à pouvoir flécher en partie double les dépenses engagées (comptabilité d'engagement).

3. Le barème de facturation du Parc de l'équipement pour compte de tiers (autre que la DEAL)

Rappel : Au titre des précédentes conventions, le budget du Département finance directement l'intégralité des charges d'exploitation du Parc (achats de fournitures, matériaux, carburants, etc.). Le Département ne pouvant assurer au final que la seule charge résultant de l'exercice de sa propre compétence, un système de facturation a été établi. Celui-ci permet ainsi au Département, par émission de titres de recettes, de se voir rembourser sur son compte la quote-part de ses achats ayant contribué à des interventions sur des domaines autres que départementaux. Le périmètre de facturation dépend du commanditaire : seuls les communes et privés se voient facturer, l'État en étant exonéré car participant directement à sa compétence.

L'annexe 6 décrit le mode de fonctionnement du Parc et ainsi que les modalités de fixation du barème.

De la fiabilité de ce barème dépend donc la juste répartition des charges.

Ainsi, la validation du barème fera l'objet au cours du 1^{er} trimestre de chaque année d'une présentation par la DEAL au sein du Comité Technique : cette présentation étayée du barème complet, précisera les méthodes d'évaluation, les prestations non tarifées.

Article 5

La détermination du niveau de service : les fiches prestation

Un niveau de service est défini pour chacune des prestations telles que listées à l'annexe 1.

La définition de ces niveaux de service est l'un des enjeux principaux de la présente convention car s'organisera à ce titre le dialogue de gestion entre le Département et la DEAL autour de la co-définition des objectifs opérationnels, des moyens mis en œuvre et des résultats attendus.

Ce dialogue s'adossera notamment à l'outil « fiche prestation » qui sera défini par le comité technique.

Cette fiche sera enrichie annuellement, pour chaque prestation, de l'ensemble des éléments en termes d'objectifs de niveau de service, de moyens affectés et d'indicateurs de résultats.

En fin d'exercice, la DEAL produira un rapport d'activités synthétisant l'ensemble des éléments contenus dans ces fiches.

Ainsi, ces fiches prestation sont à la fois :

- Un support de dialogue annuel pour la fixation des niveaux de service et des moyens humains, techniques et financiers associés ;
- Un outil de pilotage et suivi régulier de la convention : évolution des indicateurs de résultats, des taux de consommations de crédits, etc.

L'ensemble des niveaux de service attendus par prestation sera précisément défini par le comité technique et validé par les élus.

Compte tenu du transfert à moyen terme de la voirie nationale au département de Mayotte, il convient de souligner que les fiches prestation incluent chacune un ensemble de données parallèles relatives au niveau de service sur le réseau routier national. Ces informations, à caractère informatif ont pour vocation :

- d'opérer un transfert progressif de savoir-faire et de connaissance du Département sur le réseau routier national,
- d'envisager une stratégie d'intervention consolidée et plus opérationnelle en permettant notamment d'arbitrer sur le plan de charge global des services de la DEAL,
- d'anticiper jusqu'au terme de cette convention les possibilités d'harmonisation en termes de niveau de service sur l'ensemble du réseau routier mahorais.

Enfin, la détermination annuelle du niveau de service s'appuie sur deux éléments fondamentaux :

- 1- La programmation pluriannuelle en termes d'entretien et d'investissements sur la voirie départementale, telle que définie par l'article 8 de cette convention
- 2- Le respect des modalités opérationnelles de suivi par activité faisant l'objet des dispositions détaillées à l'article 9 en matière de pilotage et de gouvernance.

Article 6

Programmations

Un programme *Triennal* d'entretien de la voirie départementale et de ses équipements, proposé par la DEAL et validé par le conseil départemental, sera actualisé annuellement.

Le Département pourra, le cas échéant et selon les imprévus, faire évoluer cette programmation en cours d'année.

Cette programmation se traduira budgétairement par une part investissement (travaux à l'entreprise généralement) et une part fonctionnement (prestations réalisés par la DEAL).

Dans le même esprit, sera présenté à titre informatif au comité de validation, les mêmes éléments concernant le réseau routier national.

Article 7

Gouvernance et suivi de la convention

Pour le suivi et la mise en œuvre de cette convention, il est constitué les deux instances suivantes :

- un **Comité Technique et de suivi d'exécution de la convention** constitué des services de la DGA ATDD du Conseil Départemental et de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement qui se réunit pour le suivi de la convention et des objectifs fixés. Dans ce cadre le référent route du Département pourra participer aux réunions du pôle route de la DEAL alors qu'une réunion trimestrielle élargi avec la présence du DGA ATDD se réunira pour valider et prendre les décisions importantes suivant les thématiques abordées en amont lors des réunions mensuelles avec le pôle route. Ainsi les réunions avec le pôle route sont identifiées comme étant l'organe de suivi alors que la réunion élargie avec le DGA-ATDD et l'élu référent feront office de comité technique.
- un **comité de validation** composé du président du Département, du Préfet, des services de la DEAL et de la DGA ATDD qui se réunit une fois par an pour le rapport annuel, information et validation des objectifs ajustés et des recadrages éventuels ainsi que de l'exécution de la convention.

Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution de cette convention, le Département désigne, au sein de ses services, un agent référent en charge du suivi opérationnel et technique des présentes dispositions, ainsi que de l'organisation administrative de la vie du contrat (convocations, organisation des réunions, etc.).

Article 8

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage de la DEAL au Département

Les agents visés par la présente convention font l'objet d'une mise à disposition gratuite.

La DEAL s'engage à accompagner le Département dans l'organisation de sa Direction des Infrastructures avec comme objectif la préparation de cette direction à la reprise des services actuellement affectés aux missions conventionnées.

A cet effet, dans le cadre de sa future organisation visant à préparer le transfert d'une partie de ses services au Département, la DEAL identifiera une fonction de maîtrise d'ouvrage dédiée au mission propre du Département. Cette fonction préparera les tâches dévolues à la maîtrise d'ouvrage quant à la définition des niveaux de service et des besoins, et à la programmation des travaux nécessaires pour y satisfaire. Cette mission et, le ou les agents la composant, seront les interlocuteurs directs de la direction générale de l'aménagement du territoire et du développement durable du Département.

Enfin, la DEAL en accord avec le Département prendra au sein de ses services des agents du Département (dont le nombre sera fonction des missions identifiées) pour les former aux missions relatives à l'entretien, l'exploitation et la gestion de réseau routier. En effet, dans la perspective du transfert de la compétence intégrale routes au Département, il est souhaitable et opportun que les futurs agents qui auront en charge cette compétence puissent évoluer au sein des services de la DEAL afin de se former et d'acquérir les compétences de base dévolues aux fonctions sus-indiquées. Cette intégration dans les équipes de la DEAL qui rentre aussi dans un cadre d'optimisation des moyens humains peut se faire sous forme d'un contrat d'objectif actualisé annuellement. Cette convention d'objectif précisera les objectifs et les attendus dans le cadre de ce partenariat et ne pourra pas omettre les trois principes suivants :

- le principe du **positionnement hiérarchique opérationnel** de ces agents au sein de la DEAL fin de permettre une évolution des services répondant à toute part à celle que connaît l'ensemble des agents de la DEAL chacun dans son service

- le principe d'une **gestion administrative et des carrières** de ces agents par le Département afin de ne pas créer de rupture dans l'évolution de carrière des agents transférés. Cette gestion administrative

et des carrières sous-entend notamment, le maintien de leur prise en charge financière malgré leur intégration dans les services de la DEAL pendant toute la durée relative à cette phase transitoire précédant le transfert.

- le choix des candidats susceptibles d'intégrer les services de la DEAL pour se former se fera d'un commun accord entre le Département et la DEAL sur la base d'une fiche de poste.

Les agents ainsi formés auront vocation à réintégrer les services du Département pour mettre en œuvre leurs connaissances acquises lors du transfert de la compétence route au Département.

De la même manière dans la recherche d'optimisation des moyens, les ateliers de menuiserie bois et de chaudronnerie sont susceptibles de faire l'objet d'une mutualisation avec ceux du Département selon les principes susvisés. Dans ce cadre, une convention viendra préciser l'objet et les modalités de cette mutualisation dans l'attente du transfert intégrale de la mission route au Département.

Article 9

Dispositions transitoires de mise en œuvre de la présente convention

Compte tenu de l'ampleur des travaux nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention, les spécificités et le calendrier de mise en œuvre sont fixés par le comité technique.

Article 10

Durée de la convention

La convention est d'une durée de trois années civiles (jusqu'au 31/12/2021).

Passé cette échéance, la convention pourra exceptionnellement être prorogée d'une année supplémentaire par voie d'avenant. Dans ce cadre, cet avenant devra impérativement faire l'objet d'une notification avant la date buttoir de la présente convention.

Si le Département décidait de résilier la convention, cette décision ne produit son effet qu'à échéance de l'année en cours avec un avis favorable du représentant de l'État, sinon à échéance de la convention pour la partie des services mise à disposition, le transfert du réseau routier national et des moyens et personnels afférents n'étant pour l'instant pas possible légalement.

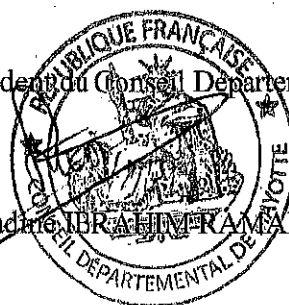
Fait à MAMOUDZOU, le

Le Préfet de Mayotte



Le Président du Conseil Départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 09 avril 2024

Membres en exercice : 26

Présents : 19

Procuration(s) : 7

Absent(s) : 0

Nombres de votants : 26

Votes pour : 26

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : mercredi 27 mars 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0049

Relative à la prolongation de la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEAL dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales

L'an deux mille vingt quatre, le neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU, Madame Zamimou AHAMADI,

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Salime MDERE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Madame Nadjima SAID, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,

Secrétaire de séance désignée:

Madame Nadjima SAID

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le décret n°2010-1582 du 17/12/2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements d'outre-mer, à Mayotte et à Saint Pierre et Miquelon.
- Vu** la délibération n° DL_CP2023_0102 relative à la prolongation de la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales.
- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2024-02081 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission aménagement du territoire, infrastructures et foncier du 03 avril 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** de prolonger la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales signée le 25/06/2018 suite à la délibération n°2018.00135 conformément à l'avenant n° 5 joint, cette prolongation d'une durée de deux années s'achèvera le 31/12/2025 ;
- Article 2 :** de préparer le transfert des routes nationales avec la DEALM pour permettre au département de Mayotte d'assurer la gestion et l'entretien de l'ensemble des routes départementales et nationales sans échéance ;
- Article 3 :** de fixer la participation financière du Conseil départemental qui est calculée sur la base des effectifs affectés à l'entretien des routes de l'année N x 3220 € ; il s'agit bien de l'effectif affecté à l'entretien des routes et non l'effectif total de l'année N ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI



Avenant n°5 à la CONVENTION

**entre le PRÉFET et
le PRÉSIDENT du CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE
relative à la mise à la disposition des services de la
Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer au
Conseil Départemental de Mayotte**

Vu la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte

Vu la loi n°2003-660 du 22 juillet 2003 relative à Mayotte

Vu la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu la loi ordinaire n°2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales

Vu la convention de partenariat entre le Préfet et le Président du Conseil Départemental relative à la mise à disposition d'une partie des services de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 juillet 2018 ;

Vu le décret 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° 2018.00200 en date du 17 octobre 2018 relative à la convention de partenariat entre le Préfet et le Président du Conseil Général de Mayotte du 08 juillet 2018.

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° 2018.00279 en date du 11 décembre 2018 relative à l'avenant n°1 à la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales du 11 décembre 2018.

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° DL **AP2023_0008** relative à l'avenant N°4 à la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales.

ENTRE

L'État - représenté par Monsieur **Thierry SUQUET**, Préfet de Mayotte ;

ET

Le Département de Mayotte, représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental de Mayotte.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

La convention 2018-2022 a régi les modalités de mise à disposition, pour le compte de la Collectivité départementale, puis du Conseil Départemental, des services de l'État au titre de l'exercice de la compétence routes.

Cette convention arrive à échéance au 31/12/2023. Compte tenu de la nécessité de conduire une réflexion approfondie sur la future convention avec l'exécutif élu, il est convenu entre l'État et le Département de prolonger la convention actuelle.

Le présent avenant a pour objet d'en acter les modalités.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- De prolonger la convention cadre de mise à disposition des services de la DEALM.
- D'ajuster la participation financière du Conseil Départemental pour 2024 et 2025.

ARTICLE 2 : PROLONGATION DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions de l'article 1 de la convention prévoyant la prorogation et de l'avenant n°4 mentionnant que la convention arrive à son terme au 31/12/2023, il est décidé de prolonger de 2 années (jusqu'au 31 décembre 2025) la convention en cours d'exécution.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT

L'article 4.1 de la convention est modifié comme suit :

La participation financière, du Conseil Départemental, aux moyens de fonctionnement et d'équipement des parties des services mis à sa disposition par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer (DEALM) de Mayotte est calculée sur la base du montant fixé sur l'année N-1 en fonction de la pondération des effectifs de l'année N effectivement affectés à la convention et justifiés par la DEALM.

Son versement est opéré conformément aux dispositions de l'article 5b de la convention.

Les autres articles de la convention ainsi que les avenants y afférents restent inchangés.

Fait à MAMOUDZOU, le

Le Préfet de Mayotte

Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 09 avril 2024

Membres en exercice : 26

Présents : 19

Procuration(s) : 7

Absent(s) : 0

Nombres de votants : 26

Votes pour : 26

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : mercredi 27 mars 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0049

Relative à la prolongation de la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEAL dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales

L'an deux mille vingt quatre, le neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU, Madame Zamimou AHAMADI,

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Salime MDERE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Madame Nadjima SAID, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,

Secrétaire de séance désignée:

Madame Nadjima SAID

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le décret n°2010-1582 du 17/12/2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements d'outre-mer, à Mayotte et à Saint Pierre et Miquelon.
- Vu** la délibération n° DL_CP2023_0102 relative à la prolongation de la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales.
- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2024-02081 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission aménagement du territoire, infrastructures et foncier du 03 avril 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** de prolonger la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales signée le 25/06/2018 suite à la délibération n°2018.00135 conformément à l'avenant n° 5 joint, cette prolongation d'une durée de deux années s'achèvera le 31/12/2025 ;
- Article 2 :** de préparer le transfert des routes nationales avec la DEALM pour permettre au département de Mayotte d'assurer la gestion et l'entretien de l'ensemble des routes départementales et nationales sans échéance ;
- Article 3 :** de fixer la participation financière du Conseil départemental qui est calculée sur la base des effectifs affectés à l'entretien des routes de l'année N x 3220 € ; il s'agit bien de l'effectif affecté à l'entretien des routes et non l'effectif total de l'année N ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI



Avenant n°5 à la CONVENTION

**entre le PRÉFET et
le PRÉSIDENT du CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE
relative à la mise à la disposition des services de la
Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer au
Conseil Départemental de Mayotte**

Vu la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte

Vu la loi n°2003-660 du 22 juillet 2003 relative à Mayotte

Vu la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu la loi ordinaire n°2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales

Vu la convention de partenariat entre le Préfet et le Président du Conseil Départemental relative à la mise à disposition d'une partie des services de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 juillet 2018 ;

Vu le décret 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° 2018.00200 en date du 17 octobre 2018 relative à la convention de partenariat entre le Préfet et le Président du Conseil Général de Mayotte du 08 juillet 2018.

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° 2018.00279 en date du 11 décembre 2018 relative à l'avenant n°1 à la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales du 11 décembre 2018.

Vu la délibération du Conseil Départemental de Mayotte n° DL **AP2023_0008** relative à l'avenant N°4 à la convention cadre de mise à disposition d'une partie des services de la DEALM dans le cadre de la gestion et de l'entretien des routes départementales.

ENTRE

L'État - représenté par Monsieur **Thierry SUQUET**, Préfet de Mayotte ;

ET

Le Département de Mayotte, représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental de Mayotte.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

La convention 2018-2022 a régi les modalités de mise à disposition, pour le compte de la Collectivité départementale, puis du Conseil Départemental, des services de l'État au titre de l'exercice de la compétence routes.

Cette convention arrive à échéance au 31/12/2023. Compte tenu de la nécessité de conduire une réflexion approfondie sur la future convention avec l'exécutif élu, il est convenu entre l'État et le Département de prolonger la convention actuelle.

Le présent avenant a pour objet d'en acter les modalités.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- De prolonger la convention cadre de mise à disposition des services de la DEALM.
- D'ajuster la participation financière du Conseil Départemental pour 2024 et 2025.

ARTICLE 2 : PROLONGATION DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions de l'article 1 de la convention prévoyant la prorogation et de l'avenant n°4 mentionnant que la convention arrive à son terme au 31/12/2023, il est décidé de prolonger de 2 années (jusqu'au 31 décembre 2025) la convention en cours d'exécution.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT

L'article 4.1 de la convention est modifié comme suit :

La participation financière, du Conseil Départemental, aux moyens de fonctionnement et d'équipement des parties des services mis à sa disposition par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer (DEALM) de Mayotte est calculée sur la base du montant fixé sur l'année N-1 en fonction de la pondération des effectifs de l'année N effectivement affectés à la convention et justifiés par la DEALM.

Son versement est opéré conformément aux dispositions de l'article 5b de la convention.

Les autres articles de la convention ainsi que les avenants y afférents restent inchangés.

Fait à MAMOUDZOU, le

Le Préfet de Mayotte

Le Président du Conseil départemental